

Daniel Bensaïd

Politique antisociale au Brésil

La peur triomphe de l'espérance

Près d'un an est passé depuis la victoire de Lula à l'élection présidentielle de 2002. Si une majorité écrasante de la population considère toujours ce gouvernement comme le sien, elle envisage de moins en moins la politique qu'il mène comme la sienne.

Dès la campagne présidentielle de 2002, à travers une *Lettre à tous les Brésiliens*, Lula avait pris des engagements visant à rassurer les marchés, le Fonds monétaire international (FMI) et les États-Unis. Dès la formation du gouvernement, ces engagements ont été confirmés par la nomination à la tête de la Banque centrale de l'ancien directeur de la Banque de Boston et par la nomination au ministère de l'Économie et des Finances d'une équipe plus libérale que sociale. Le discours officiel est clair : d'abord maîtriser l'inflation et rassurer les marchés. Ensuite seulement, selon une formule involontairement humoristique du président Lula, « le spectacle de la croissance allait commencer ».

À défaut du spectacle annoncé, l'économie brésilienne s'asphyxie. La « transition » annoncée est reportée aux calendes. Renversant le slogan de la campagne électorale, le sociologue Chico de Oliveira estime déjà que « la peur triomphe de l'espérance ». Pour attirer les investissements étrangers, le gouvernement s'est engagé à payer rubis sur l'ongle le service de la dette.

Il a fixé des taux d'intérêt astronomiques (supérieurs à 26 %). Il a retenu l'objectif déraisonnable d'un excédent budgétaire de 4,5 %,

au détriment des services et de l'investissement publics, mais aussi de l'investissement privé. En conséquence, les dépenses d'investissement ont chuté de 12 % au cours du seul premier semestre. Le chômage grimpe et la situation de l'emploi dans la région de Sao Paulo n'a jamais été aussi mauvaise depuis 1995.

La réforme des retraites, adoptée en août par le Parlement, sous couvert d'une lutte contre les privilèges, s'inscrit docilement dans le cadre exigé par la Banque mondiale et dans le modèle des réformes en cours dans plusieurs pays du monde. Elle rallonge de sept ans la durée de cotisation exigée des fonctionnaires publics, ce qui signifie une baisse importante des pensions pour la majorité des salariés, notamment pour les femmes en rai-

son des interruptions de carrière. Elle ouvre également la porte aux fonds de pension « publics » dont la gestion sera confiée aux banques privées. Sont aussi à l'étude des privatisations partielles de services publics.

Les premières conséquences visibles de ce cours désastreux sont doubles.

D'une part, les réformes annoncées sont « spectaculairement » en panne. La campagne « faim zéro » aurait dû s'inscrire dans un projet social d'ensemble incluant réforme fiscale, politique d'emploi, développement des services publics ; faute de moyens, elle se réduit à une campagne de charité publique aux piètres résultats. De même, les crédits dévolus à la réforme agraire, toujours annoncée comme une priorité du gouvernement, sont misérables (voir ci-dessous). D'autre part, les signes

Où en est la réforme agraire ?

Dans un pays où 10 % des propriétaires accaparent 80 % des terres, la question de la réforme agraire est des plus urgentes. Elle ne peut se réduire à la distribution des terres.

Ainsi, sur les 500 000 familles qui ont reçu des terres entre 1995 et 2002, 90 % n'ont pas accès à l'eau, 80 % n'ont toujours ni électricité, ni accès à des routes, 57 % n'ont pas accès à des crédits pour le logement, et plus de la moitié ne reçoivent aucune aide technique.

Depuis son entrée en fonction, le ministère du Développement rural et de la Réforme agraire a doublé les ressources consacrées à l'agriculture paysanne, renégocié les dettes de nombreux agriculteurs, institué une assurance pour les petits paysans victimes de catastrophes naturelles, développé des lignes de crédits spécifiques pour les femmes, les jeunes, l'agro-écologie et créé un programme d'achats fédéral

garantissant un prix de vente des produits. Pour passer à une seconde phase de la réforme, centrée sur la distribution des terres, la question budgétaire devient décisive. On estime à environ quatre millions le nombre de familles aspirant à la distribution de terres. Or, il restait en caisse à peine de quoi installer une dizaine de milliers de familles. L'heure de vérité va sonner avec l'adoption du budget pour 2004. D'autant que la tension monte et que les affrontements violents se multiplient entre les sans-terre et les milices « ruralistes » organisées par les grands propriétaires. Plusieurs dizaines de militants et de sans-terre sont ainsi détenus à l'initiative du pouvoir judiciaire dans différents États, tandis que la droite mène une campagne permanente contre le ministre Miguel Rossetto, dénoncé comme le ministre des hors-la-loi.

de désillusion et de mécontentement se multiplient dans les mouvements sociaux. En premier lieu chez les fonctionnaires victimes de la réforme des retraites qui se sont massivement mobilisés en juillet-août, et dont la manifestation a envahi le Parlement lors du débat sur la réforme. Or, il s'agit là d'une composante importante de l'électorat pétiste dans les grandes villes et les élections municipales de fin 2004 pourraient, si le gouvernement persistait dans le cours actuel, se solder par un vote sanction.

Dès le 1^{er} mai, une série de personnalités (dont l'ancien évêque de Sao Paulo, des figures de la théologie de la libération ou le chanteur Chico Buarque) ont adressé une lettre publique au gouvernement pour l'interpeller sur la question de la Zone de libre-échange des Amériques (Zlea – Alca en espagnol) créant un grand marché latino-américain dépendant des États-Unis.

Le 30 mai, trente députés sur les quatre-vingt-dix que compte le groupe parlementaire du Parti des travailleurs (PT) ont signé un texte critiquant la politique monétariste de la Banque centrale.

Le 10 juin est paru un manifeste d'alarme signé par nombre d'intellectuels prestigieux, la plupart membres ou sympathisants du PT.

Le 12 juin, c'était autour de plusieurs centaines d'économistes connus de publier une critique de la politique économique et financière suivie par le gouvernement.

1/ Une coordination formée en août dernier de divers mouvements (Marche mondiale des femmes, le MST, la Cut, le mouvement étudiant, des associations de chômeurs et de sans-logis, divers syndicats et mouvements catholiques ainsi que des artistes et intellectuels) a travaillé à des propositions alternatives aux trois réformes annoncées par le gouvernement : sécurité sociale, fiscalité et éducation. Déjà engagée dans une campagne contre l'Alca, cette coordination a décidé une initiative nationale contre le chômage et pour le droit à l'emploi.

Début juin, le congrès de la Centrale unique des travailleurs (Cut), dont 80 % des 2700 délégués appartenaient au PT ou à des partis de la coalition gouvernementale, traduisait le malaise de nombreux responsables syndicaux. La direction de la Cut opposait au projet de réforme des retraites trois amendements qui n'ont pas été intégrés.

Le congrès de l'Union nationale des étudiants témoignait lui aussi d'une progression des courants de la gauche critique.

Les occupations de terre ont triplé depuis le début de l'année et les affrontements se multiplient quotidiennement entre les sans-terre (MST) et les milices «ruralistes» des propriétaires ^{1/}.

Les critiques sont de plus en plus nombreuses contre le gouvernement mais la cote de Lula reste au zénith dans les sondages, flirtant avec les 80 % d'opinions favorables. Une

grande partie de la population travailleuse considère ce gouvernement comme le sien, mais de moins en moins la politique suivie comme la sienne. Certaines pancartes apparues dans les manifestations de fonctionnaires le résumant bien : «*Good bye mister da Silva! Lula, reviens!*»

La politique économique et sociale du gouvernement résulte d'un choix de fond. Il n'y aura donc pas de réorientation significative sans crises et ruptures, dans le PT, voire au sein du gouvernement.

Le «groupe des 30» députés critiques du parti s'est divisé lors du vote parlementaire sur les retraites. Vingt-quatre se sont résignés à voter pour «par discipline», tout en critiquant le projet de loi. Sept se sont abstenus lors du vote final en déclarant qu'ils ne voulaient voter ni contre leur parti ni contre leur conscience. Quatre – dont notre camarade Walter Pinheiro,

Pétition internationale contre les mesures d'expulsion du Parti des travailleurs

Depuis juillet, une pétition internationale circule à l'initiative de militants de la gauche britannique pour protester contre la procédure disciplinaire visant trois députés et la sénatrice Héloïsa Helena. Le texte dit notamment : «C'est avec préoccupation et consternation que nous apprenons que le Parti des travailleurs envisage l'expulsion de trois de ses représentants intransigeants pour s'être prononcés publiquement contre la réforme des retraites proposée par le gouvernement [...]. Si nous n'avons pas à nous prononcer en détail sur la politique du gouvernement brésilien, il nous paraît très grave que le parti adopte des sanctions extrêmes contre ceux et celles qui restent fidèles à ses positions traditionnelles

[...]. C'est pourquoi nous demandons que soit abandonnée toute mesure d'expulsion, afin que soit réaffirmé le rôle du PT et l'espérance dont il est porteur pour tous ceux de par le monde qui veulent réaliser notre rêve commun d'un autre monde possible.»

Ce texte a notamment été signé par de nombreux députés nationaux ou européens (socialistes, gauche radicale, Verts), responsables syndicaux et personnalités, dont Noam Chomsky, Giuseppe Di Lello Sinuoli, Ken Loach, Ken Coates, Alex Callinicos, Annick Coupé, Robin Blackburn, Peter Gowan, Jean Lambert, Paul Lannoye, Chico Louça, Alain Krivine, Didier-Claude Rod, Roseline Vachetta, Greg Tucker.

député de Bahia – ont voté contre. Trois d'entre eux sont en cours d'exclusion et envisagent de rejoindre le PSTU pour créer un nouveau parti. Notre camarade sénatrice Héloïsa Helena est également sous le coup de la procédure d'exclusion (voir encadré).

Le sens de cette offensive disciplinaire, au détriment du pluralisme qui fait la richesse du PT, est clair : le parti doit choisir entre son rôle de porte-parole politique des mouvements sociaux et celui de courroie de transmission des mesures gouvernementales dans la société. L'enjeu est l'avenir d'un parti « classiste », reflet d'une radicalisation massive des luttes sociales depuis la fin des années 1970. Sa transformation en « nouveau PT », sorte de « troisième

voie » blairiste version bossa-nova, ne se fera pas dans les mois qui viennent sans fortes résistances du PT historique, d'autant que la politique gouvernementale constitue l'indiscipline majeure par rapport aux résolutions du dernier congrès du parti tenu en décembre 2001.

La question brésilienne occupera donc une place centrale dans les débats de la gauche. En Amérique latine d'abord : si, dans le pays le plus puissant du sous-continent, un gouvernement de gauche ne pouvait faire mieux que de se soumettre aux contraintes du FMI et de la Banque mondiale, quelles conclusions devraient en tirer les mouvements populaires en Équateur, en Bolivie, en Uruguay, etc. ? Il

est pourtant possible d'opposer aux créanciers internationaux et aux projets de l'Alca un front des pays débiteurs avec l'Argentine et le Venezuela. À l'échelle internationale ensuite : la social-démocratie en panne de projet s'approprie l'expérience « luliste » pour en faire son drapeau, opposant la sagesse à pas de tortue et les alliances larges du « modèle brésilien », à « la fuite en avant » de l'Unité populaire chilienne qui aurait facilité (sinon provoqué !) le coup d'État de Pinochet. Sans changement de cap rapide et radical au Brésil, la déconvenue sera brutale.

Rouge n° 2033
du 2 octobre 2003